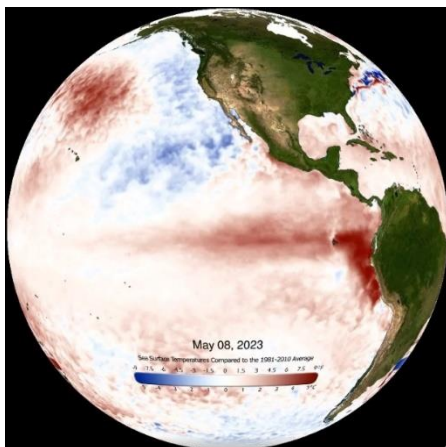


BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 18 janvier 2024

Zoom sur : Entrée dans la phase la plus intense du phénomène *El Niño*.



Selon les données de XM, l'opérateur du marché électrique, le volume utile des réservoirs est actuellement de 66,6 %, un niveau qui représente une forte baisse par rapport aux 83,3 % enregistrés le 22 août dernier. Cette situation survient en plein phénomène El Niño que traverse le pays, et les prochains mois devraient être critiques. **Alejandro Lucio, directeur d'Óptima Consultores, a souligné que le niveau est relativement bon par rapport à d'autres moments tels que El Niño de 2020, lorsque le volume utile était à 30 %.** Cependant, il a précisé que cela ne signifie pas pour autant que les mesures doivent être relâchées. À ce sujet, le ministre des Mines et de

l'Énergie, Andrés Camacho, a indiqué que le système électrique est robuste et dispose d'outils pour garantir son fonctionnement ainsi que pour répondre aux moments de vulnérabilité. De plus, il a souligné que d'autres solutions de contingence ont été mises en place pour faire face à ce phénomène climatique.

Bien que le niveau des réservoirs ne génère pas d'alertes à court terme, d'autres problèmes suscitent des inquiétudes. L'un d'eux est le niveau des apports hydriques qui parviennent aux centrales hydroélectriques. Selon les données d'Enersinc, basées sur XM, les apports le 11 janvier dernier étaient de 79,48 gigawattheures par jour. Cette valeur représente 56,5 % du volume historique des apports. Cela signifie que l'eau qui entre dans le système représente un peu plus de la moitié de ce qui arrive normalement, de sorte que les réservoirs peuvent commencer à se vider. Selon Susana Muhamad, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable de la Colombie, *« février sera un mois particulièrement critique, car il y aura pratiquement une absence de pluies dans tout le pays, et c'est là que nous aurons la maturation la plus forte, et à la fin de mars, nous espérons que la situation commencera à s'améliorer »*. Cela pourrait entraîner une baisse continue du niveau des apports au moins jusqu'en mars. Lucio a déclaré qu'un autre facteur de risque à analyser est la croissance de la demande qui a dépassé les estimations qui avaient été faites. Cela peut générer une pression accrue sur la génération, d'autant plus qu'un volume important de projets de génération renouvelable n'est pas entré aux dates prévues, ce qui rend l'équilibre énergétique serré.

Bolivie

La Bolivie est sur le point de lancer un appel international à proposition pour l'exploitation et l'industrialisation du lithium.

Le président Luis Arce a annoncé qu'un appel international à propositions serait lancé dans les prochains jours afin d'évaluer les entreprises ayant une expérience dans l'exploitation et l'industrialisation du lithium.

Il a affirmé que le pays est prêt à ouvrir ses portes à toutes les entreprises qui répondent aux exigences et acceptent les conditions et le modèle d'entreprise bolivien pour l'industrie du lithium. Cela sous-entend que la Bolivie devra participer à l'ensemble de la chaîne de production, non seulement à l'extraction du carbonate de lithium, mais aussi à l'industrialisation et à la commercialisation des produits fabriqués à partir du lithium.

L'annonce a été faite lors de la signature d'un nouvel accord entre la société d'État *Yacimientos de Lito Bolivianos* (YLB) et le consortium chinois CBC pour la construction d'une usine pilote avec la technologie EDL dans le *salar* de Uyuni, à Potosí, avec une capacité initiale de production de 2 500 tonnes de carbonate de lithium par an. **Pour mémoire, à ce jour, YLB a déjà signé trois contrats pilotes : deux avec des entreprises chinoises et un avec une entreprise russe. En outre, un accord a été signé avec une entreprise indienne pour développer des technologies appliquées à la fabrication de batteries au lithium.**

Les exportations baissent de 21,6% et les experts attribuent cette baisse à l'effet international.

Selon les données du bulletin du commerce extérieur de l'Institut National de Statistique (INE), entre janvier et octobre 2023, la Bolivie a enregistré une baisse de 21,6% de ses exportations par rapport à la même période en 2022 : 9,3 Md USD contre 11,8 Md USD. De plus, un déficit commercial de 178 M USD a été enregistré sur cette période. Sur 22 produits d'exportation, seuls cinq ont enregistré une croissance (dont la viande bovine, qui a augmenté de 28 %). En revanche, les exportations d'hydrocarbures (i.e. gaz) ont chuté de -32 %, celles de soja de -25 %, et celles de minéraux de -13 %.

Colombie

Gustavo Petro a réaffirmé que la Colombie n'entamera plus de nouveaux contrats d'exploration pétrolière, gazière et charbonnière.

Le président Gustavo Petro est arrivé ce mardi 16 janvier à Davos, en Suisse, où les dirigeants politiques et économiques de près de 130 pays se réunissent cette semaine pour le Forum économique mondial. **Gustavo Petro a réitéré son engagement en faveur d'une économie à faibles émissions de gaz à effet de serre. Il a annoncé que la Colombie ne conclura plus de nouveaux contrats d'exploration pétrolière, gazière et charbonnière.** Petro a ainsi souligné la volonté de son gouvernement de présenter des alternatives pour un monde décarbonisé. L'impact sur le cours du Peso Colombien a été marginal (1,2 %) et momentané (déjà retourné à son niveau avant les déclarations).

Findeter met à disposition 151 M USD (600 Md COP) pour des projets d'efficacité énergétique.

Le gouvernement colombien, par le biais de sa banque de développement territorial, Findeter, va mettre à disposition 151 M USD (600 Md COP) pour financer des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à résoudre des problématiques sociales, économiques et environnementales dans les secteurs de l'énergie et de la connectivité virtuelle. **Juan Carlos Muñiz Pacheco, président de l'entité, a expliqué que c'est la première ligne de crédit mixte de l'entité, ce qui signifie qu'elle peut être obtenue soit par crédit direct, soit par réescompte, avec la participation d'intermédiaires financiers.** Cette initiative vise à financer des projets visant à réduire la consommation d'énergie, à améliorer l'efficacité énergétique dans l'industrie, les transports, les bâtiments et les systèmes d'éclairage public, et à permettre une transition de l'utilisation de combustibles fossiles vers des énergies renouvelables plus efficaces et moins polluantes pour les résidences et l'industrie. En outre, elle vise à financer des projets de connectivité virtuelle favorisant le travail à domicile, contribuant ainsi à réduire les déplacements quotidiens vers les lieux de travail, ce qui améliore l'efficacité énergétique en réduisant l'utilisation de véhicules à combustibles

fossiles et la consommation d'énergie dans les entreprises et les bureaux.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,31 %	-3,96 %	1 284 pts
Change USD/COP	+0,77 %	-16,17 %	3 943
Change EUR/COP	-0,16 %	-16,21 %	4 284
Prix du baril colombien (USD)	-0,43 %	-6,10 %	81,32

La prévalence du travail informel persiste en Colombie avec plus de 12 millions de travailleurs concernés.

Selon une récente étude, plus de 12,8 millions de personnes en Colombie occupent des emplois informels, représentant ainsi 55,5 % de la main-d'œuvre du pays. Bien que le gouvernement considère cette proportion comme une diminution par rapport aux 58 % enregistrés sur la même période en 2022, le taux d'informalité n'a pas baissé ces cinq derniers mois. En contraste, seuls 10,2 millions de personnes ont des emplois formels avec toutes les prestations et le salaire minimum, soit plus de deux millions de moins que les travailleurs informels, qui restent majoritaires dans tout le pays.

Selon le rapport du Dane, la proportion d'informalité pour l'ensemble des 23 villes et zones métropolitaines était de 43,0 %, marquant une baisse de 2,0 pt % par rapport au trimestre de septembre à novembre 2022 (45,0 %). En zone urbaine, les taux d'informalité les plus élevés sont enregistrés à Sincelejo (68,4 %), Valledupar (64,3 %), Cúcuta (62,8 %), Santa Marta (62 %) et Riohacha (61,7 %). D'autre part, Bogotá (32,2 %), Manizales (32,4 %), Medellín (39,3 %), Tunja (40,8 %) et Pereira (43,3 %) présentent les chiffres les plus bas. Un fait saillant révèle que 84,3 % des travailleurs occupés dans des microentreprises sont informels, tandis que dans les petites, moyennes et grandes

entreprises, la proportion d'employés informels était respectivement de 22,2 %, 6,4 % et 3,1 %.

La Colombie parvient à un accord avec le FMI pour soutenir des questions fiscales.

Lors de sa participation au Forum économique mondial, le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, a rencontré Kristalina Georgieva, directrice du Fonds monétaire international (FMI), et a conclu plusieurs accords pour que l'organisme appuie le pays sur des questions fiscales. « Le FMI nous soutiendra – avec le groupe d'experts créé au Kenya, avec l'Allemagne, la France, le Kenya et la Colombie – pour examiner les questions de fiscalité internationale. Il examinera également le déséquilibre en Colombie dans la taxation de l'impôt sur le revenu entre les personnes physiques et morales », a expliqué le ministre.

Les effets négatifs de la faible exécution du budget en 2023.

Le Centre d'Études Économiques (Anif) a présenté son analyse économique au début de 2024, mettant en lumière ses préoccupations concernant la situation budgétaire du pays. Ainsi, le rapport souligne la faible exécution du budget de l'État en 2023, atteignant à peine 79,4 %. Cette sous-utilisation a des répercussions importantes, restreignant la liquidité et créant des difficultés pour des secteurs clés dans la lutte contre la pauvreté persistante et les inégalités. De plus, la situation du Fonds de Stabilisation des Prix des Combustibles (FEPC), ainsi que l'augmentation de 19 % du budget de l'État pour 2024, suscite des inquiétudes. Le rapport souligne que des ajustements considérables seront nécessaires, et l'inaction pourrait mettre en péril le respect de la règle budgétaire cette année et la suivante, selon les avertissements des agences de notation internationales et du Comité Autonome de la Règle Budgétaire (CARF, en espagnol).

La dette extérieure atteint 55,1 % du PIB en octobre.

La Banque centrale a publié le rapport sur l'évolution de la dette extérieure de la Colombie jusqu'en octobre. Selon l'émetteur, la dette extérieure totale a atteint

190,4 Md USD au dixième mois de 2023, soit 55,1% du PIB, restant au même niveau qu'en septembre et qu'en avril de l'année dernière. En octobre, 56 % de la dette extérieure (31 % du PIB) sont des créances du secteur public, tandis que 44 % (24 % du PIB) reviennent au secteur privé.

La Colombie enregistre l'une des inflations les plus élevées d'Amérique latine.

Outre l'Argentine et le Venezuela, dont les économies sont touchées par d'importantes crises économique et politique, **la Colombie a enregistré l'un des taux d'inflation les plus élevés en Amérique latine à la fin de 2023, à 9,28 % fin 2023.** Ainsi, bien que l'inflation ait finalement été inférieure aux prévisions de l'Etat, le chiffre est encore loin de l'objectif de la Banque centrale (3 % ± 1 pt). De plus, **le taux d'inflation en Colombie reste éloigné de ceux enregistrés dans des pays tels que le Pérou (3,4 %), le Chili (3,9 %) et le Mexique (4,7 %).**

Equateur

Le gouvernement propose une augmentation de 3 % de la TVA.

Le gouvernement a soumis en urgence à l'Assemblée nationale un projet de réforme fiscale visant à augmenter le taux de TVA de 3 pts, le faisant passer de 12 % à 15 %. Si cette réforme est approuvée par le parlement, elle permettrait de récolter 1,5 Md USD supplémentaires par an, contribuant au financement du conflit intérieur qui oppose l'Etat aux groupes de délinquance organisée. L'envoi de cette réforme a provoqué une **légère baisse de l'indice du risque pays, s'établissant pour la première fois depuis quelques semaines à moins de 2000 pdb.**

S&P dégrade les perspectives de la note créditrice équatorienne.

Les recettes fiscales ont atteint 14,4 Md USD en 2023 en baisse de 1,6 % par rapport à 2022 lorsqu'elles s'étaient établies à 14,6 Mds USD. Cette baisse est imputable à la baisse de l'impôt à la sortie de devises (en baisse de 1,1 Md USD) en raison de la baisse du taux de 4 % à 3,5 %. La dégradation des finances publiques et la déclaration de l'état d'exception ont provoqué une dégradation des perspectives de S&P de l'Equateur, qui maintient la note créditrice (à B-) mais revoit sa perspective de stable à négative.

Guyana

Le gouvernement annonce le budget le plus important de l'histoire du Guyana.

En révélant le budget pour l'année 2024, le gouvernement a levé le voile sur un plan financier d'une ampleur exceptionnelle, s'élevant à 5,45 Md USD (27 % du PIB, 1140 Md GYD), établissant ainsi un nouveau record historique pour le Guyana. Ashni Singh, Ministre des Finances, a exposé en détail ce plan ambitieux, articulé autour du thème « Maintenir le cap, construire la prospérité pour tous ». Financé sans l'introduction de nouveaux impôts, le budget de l'Etat surpasse de 46 % celui de l'année précédente. Il repose sur la continuité du déploiement d'initiatives visant à améliorer la vie des Guyaniens. Ce budget devrait ainsi soutenir l'essor infrastructurel du pays, les programmes sociaux et les secteurs traditionnels.

Lors de sa présentation, le ministre a partagé des perspectives optimistes pour l'avenir du pays. Dans un premier temps, il a annoncé que le secteur gazier et pétrolier envisage de créer plus de 1600 emplois locaux d'ici à 2026. De plus, il a révélé que le projet Gas-to-Energy (GtE) débutera au deuxième trimestre de 2024, intégrant une centrale électrique de 300 MW, alimentée du gaz associé généré par l'activité pétrolière *offshore*. Par ailleurs, d'importants investissements sont prévus en 2024 pour promouvoir le sport, construire une raffinerie, renforcer la défense maritime et développer les transports fluvial et aérien. Ces annonces reflètent un engagement significatif dans le développement économique et infrastructurel.

Ainsi, dans le cadre de son plan de transformation accélérée, le gouvernement envisage d'augmenter le plafond annuel des retraits du Fonds des Ressources Naturelles (NRF), qui reçoit les recettes publiques issus du secteur pétrolier et gazier du pays. Pour mémoire, les fonds du NRF proviennent du prolifique gisement pétrolier de Stabroek, situé au large du Guyana, où la compagnie pétrolière étatsunienne ExxonMobil et ses partenaires, Hess Corporation et CNOOC, exploitent le pétrole brut léger via les FPSO Liza Destiny, Liza Unity et plus récemment, le navire FPSO Prosperity. Ainsi, **le ministre des Finances a annoncé que le gouvernement proposerait une révision de la règle de retrait du NRF, dont**

L'approbation entraînerait une augmentation du montant autorisé pour les retraits du fonds.

Suriname

Inquiétudes sur la dette, le PIB et l'inflation au cœur des débats sur le budget 2024.

Alors que l'Assemblée nationale débat du budget de l'État pour 2024, des préoccupations émergent quant aux projections financières. Dans ce budget, les dépenses de l'État sont estimées à environ 1,62 Md USD (60 Md SRD), tandis que les recettes propres sont budgétisées à 1,15 Md USD (42,5 Md SRD). Steven Debipersad (économiste) a mis en garde contre la hausse de la dette, soulignant qu'en janvier, celle-ci s'élevait à 105 Md SRD (2,84 Md USD) et qu'en novembre, elle avait atteint 125 Md SRD (3,38 Md USD). Rabin Parmessar, chef du Parti national démocratique (NPD, opposition), a également mis en lumière une augmentation de la dette. Le leader du NPD a attiré l'attention sur les chiffres du PIB dans le budget, soulignant des variations significatives entre les budgets antérieurs et les projections actuelles pour 2024. Parmessar a demandé des explications claires sur ces chiffres. En ce qui concerne l'inflation, il a souligné des taux élevés et exprimé des inquiétudes quant à la projection de la TVA dans le budget 2024.

Alors que certaines voix mettent en garde contre un budget jugé trop élevé, d'autres expriment leur mécontentement, dénonçant des financements trop faibles pour répondre aux défis du pays. Les ministères affiliés au parti ABOP/PL (coalition, avec le VHP du Président) estiment, en effet, ne pas bénéficier de ressources suffisantes, illustré par un manque d'investissements concrets, notamment au sein du ministère de la Justice et de la Police, en matière de sécurité.

Pérou

Le PIB augmente pour la première fois en sept mois, bien que modestement.

Le PIB a augmenté de 0,3 % g.a. en novembre 2023, ce qui est supérieur aux attentes du marché et constitue le premier résultat positif depuis avril 2023. Concernant les secteurs productifs, il convient de noter la résilience du secteur minier métallique (+10,6 %) et du secteur de la pêche (+61 %), qui ont à leur tour

eu un impact favorable sur l'industrie de transformation de ces ressources. En revanche, d'autres secteurs ont contribué négativement, tels que la construction (-8,1 %) et les hydrocarbures (-8 %).

Ainsi, les perspectives sont positives pour le T1 2024. Le phénomène *El Niño* s'est fortement atténué ces dernières semaines et une situation similaire est attendue pour les mois de février et mars. À cela s'ajoute la tendance à la baisse de l'inflation: les prévisions estiment qu'elle rentrera dans la fourchette cible (2 % ± 1pt) au cours du T1 2024. En réponse, **le conseil d'administration de la Banque centrale du Pérou (BCRP) a abaissé le taux directeur de 25 pdb, à 6,50 %.**

El Niño : l'intensité devrait être moindre en janvier 2024.

Le nouveau rapport de la Commission multisectorielle chargée de l'étude nationale du phénomène *El Niño* (Enfen) indique que l'ampleur du phénomène pourrait être plus faible que « modérée » en janvier 2024. La mesure des indicateurs indique une probabilité d'avoir un Niño d'ampleur modérée de 45 %, vs. 49 % pour une intensité faible. La mesure précédente indiquait une probabilité modérée de 37 % et une probabilité faible de 33 %. De même, la probabilité d'un Niño fort est passée de 12 % à 3 %. Dans ce cadre, les économistes de la banque BCP estiment que le rebond attendu du PIB devrait être supérieur à 2 %.

Venezuela

PDVSA expédiera six cargaisons d'asphalte aux États-Unis suite à un accord avec Global Oil Terminals.

Petróleos de Venezuela (PDVSA) a conclu un accord avec un homme d'affaires étatsunien du secteur de l'énergie, Harry Sargeant III, pour la vente de six cargaisons d'asphalte qui seront envoyées aux États-Unis. Il s'agit d'une nouvelle opération dans le cadre de l'allègement des sanctions étatsuniennes vis-à-vis du Venezuela. Sargeant est propriétaire de l'entreprise *Global Oil Terminals* basée au Texas. Elle a signé un accord avec la société vénézuélienne pour l'achat de 95 000 barils du mélange destiné à la voirie. Le premier envoi partira le 19 janvier à destination de New York. Pour mémoire, à ce

jour, PDVSA n'avait exporté que du pétrole brut vers les États-Unis.

Les États-Unis prolongent la protection temporaire de Citgo contre les créanciers jusqu'en avril.

Le département du Trésor étatsunien a prolongé le 16 janvier dernier la protection temporaire de *Citgo Petroleum*, propriété du Venezuela, contre les créanciers jusqu'à la mi-avril, alors qu'une vente aux enchères des actions (ordonnée par un tribunal) se rapproche. La prolongation de trois mois donne au conseil de surveillance de *Citgo* le temps de négocier des accords avec les créanciers, mais n'empêcherait pas la vente aux enchères devant un tribunal.

La fin de la crypto-monnaie vénézuélienne, le Petro (PTR).

Lancé en février 2018 en réponse à une grave crise économique aggravée par les sanctions étatsuniennes, le Petro avait pour objectif de soutenir la devise nationale (Bolivar, VES) et de contourner les sanctions étatsuniennes. Le 16 janvier dernier, un an après le scandale de corruption impliquant des irrégularités financières liées à l'utilisation de crypto-actifs

dans des transactions pétrolières ayant entraîné la démission du ministre du pétrole et l'arrestation du surintendant des cryptoactifs ainsi que d'une cinquantaine de fonctionnaires et d'hommes d'affaires, le portefeuille Petro du système Patrie a été fermé, indiquant que les Petros restants seront convertis en bolivars.

Production pétrolière de 802 000 bpj en décembre, soit une augmentation de 1 000 bpj par rapport au mois précédent (OPEP).

Les chiffres provenant de sources secondaires ont indiqué une production de 786 000 bpj (7 000 bpj de plus qu'en novembre 2023). Ces données suggèrent que la production semble stabilisée et pourrait augmenter progressivement. **Le prix du Merey, le brut de référence du panier de brut vénézuélien, a diminué de 5,51 USD en glissement mensuel, soit une baisse moyenne de 7,8%, pour s'établir à 65,23 USD le baril.**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr